Elections Législatives du 5 Mars 1967

Neuvième Circonscription des Hauts-de-Seine

CENTRE DÉMOCRATE

Profession de Foi de

Roger GROMAND

CANDIDAT

et de Raymond GOURMELEN

SUPPLÉANT

OBJECTIFS DU CENTRE DÉMOCRATE

Progrès social

Ce n'est pas par démagogie que cet objectif est le premier. Il l'est par humanité et par solidarité nationale. C'est une nécessité pour la santé de la nation. Cet objectif répond à la plus grande somme des aspirations des Français car la politique sociale a été délaissée depuis huit ans.

L'emploi est menacé. Le pouvoir d'achat diminue. La crise du logement s'aggrave. La France devient un pays sous-développé techniquement, par rapport aux autres pays de la Communauté européenne. Nous manquons de centres de formation, de laboratoires, de personnel, de recherche, d'équipements collectifs, qu'il s'agisse des hôpitaux, des établissements scolaires, du réseau routier ou des télécommunications. Tout est à faire pour l'enfance inadaptée. L'avenir n'est assuré, ni pour les jeunes, ni pour les personnes âgées. Le Pouvoir s'est catégoriquement opposé à l'amnistie des condamnés politiques et à l'indemnisation des rapatriés.

Nous voulons apporter, avec célérité, des solutions à ces problèmes pressants et notamment à ceux du logement (600.000 PAR AN, RESERVES FONCIERES, AMELIORATIONS TECHNOLOGIQUES ET REDUCTION DES CHARGES FISCALES POUR L'ABAISSEMENT DU PRIX DE REVIENT, REORGANISATION DU FINANCEMENT ET DU CREDIT), du pouvoir d'achat, de la sécurité de l'emploi, de la modernisation de l'enseignement dans la liberté et de l'aménagement général du territoire.

Nous restituerons aux Anciens Combattants les avantages qui leur furent retirés malgré les déclarations solennelles et inviolables de jadis et nous les ferons attribuer avec la qualité de Combattant à ceux qui participèrent aux campagnes d'Algérie.

Nous proposerons la modification de la loi de 1920 en sorte que les familles retrouvent la liberté de leurs décisions dans les deux sens. C'est dire que, pour ceux qui veulent une famille nombreuse, la femme doit pouvoir décider de prendre une activité professionnelle ou de demeurer au foyer, ce qui implique que soient réglés favorablement les problèmes de logement, de l'allocation de la femme au foyer, de la journée continue et du travail à mi-temps.

Expansion économique

Dans l'Europe industrielle des six, la France est dans le peloton de queue pour la production mais dans le peloton de tête en matière de fiscalité. En ce qui concerne l'expansion, par rapport à un indice 100 pour 1958, la France est à celui de 142 en 1966 alors que l'Italie peut se prévaloir du chiffre de 184. Le pouvoir d'achat ne s'est élevé qu'à 123 en France alors qu'il atteint 153 en Italie.

Il n'est pas possible de réaliser un progrès social valable et durable sans une relance économique. Elle exige une reprise des investissements par l'encouragement de l'épargne : la politique de la France ne se fait pas à la corbeille, comme on l'a dit, mais elle s'y observe. Ses conséquences doivent en être une politique nouvelle de crédit, orientée vers un terme plus long et un loyer plus bas, une décentralisation régionale démocratique qui associe les Citoyens à la vie économique, la simplification du système fiscal, l'indexation des tranches d'imposition, l'abandon des dépenses de faux prestige et de certaines dépenses improductives, le doublement des efforts de recherche scientifique et technique. Pour faire face aux problèmes soulevés par la concentration de certaines entreprises, l'Etat devra participer effectivement à la préparation des conversions et du recyclage d'une partie des personnels.

Il est moins urgent de stimuler les petites et moyennes entreprises, de favoriser les initiatives privées, dont le contrat entre individus demeure l'instrument dans le cadre d'un plan général valable et d'assurer la protection sociale des commerçants et des artisans.

Enfin, il faut sortir d'une politique monétaire de la solitude, exclusivement fondée sur la notion mercantiliste de l'encaisse métallique, sans négliger évidemment la protection contre les devises qui pourraient être abusivement envahissantes. Toute monnaie est largement fonction de la puissance et de la vitesse de rotation de l'économie.

Objectifs politiques

Ils sont essentiellement articulés autour du respect de la liberté individuelle et des libertés collectives, en particulier des libertés syndicales et communales : ratification de la convention européenne des droits de l'homme, institution d'une Cour suprême chargée de dire la légalité et la constitutionnalité, indépendance de la magistrature, habeas corpus pour éviter les détentions abusives, élimination des polices parallèles (affaires Argoud et Ben Barka), liberté de l'information et admission d'une pluralité de pensées à la télévision, suppression des candidatures officielles aux élections.

Politique étrangère et défense

La paix et l'indépendance de la France ne sont possibles que par la puissance. Celle-ci ne peut être réalisée que par l'organisation d'une Europe structurée dotée progressivement d'une autorité politique. La construction européenne implique que l'on rompe avec une politique nationaliste étroite et périmée ainsi qu'avec les procédés surannés de la vieille diplomatie.

Une Europe indépendante, fidèle à ses amitiés et prête à s'ouvrir à l'Est, peut seule permettre l'organisation d'un système efficace de sécurité collective à l'intérieur d'une alliance atlantique réformée.

Une stratégie nucléaire strictement nationale dite « force de frappe » est inefficace, en raison de sa faiblesse, dangereuse par les répliques foudroyantes qu'elle ne manquerait pas de provoquer et ruineuse par les gigantesques moyens financiers qui lui sont nécessaires, surtout lorsque les terrains d'expérimentation se trouvent à 17.000 km des bases. Toute une partie de nos acquisitions nucléaires pourrait être alors orientée vers l'ouverture de nouvelles sources d'énergie au profit de l'économie civile.

Moyens

UNE DEMOCRATIE LIBRE par le fonctionnement constitutionnel de nos institutions et la libre expression des suffrages de tous les citoyens.

LA STABILITE GOUVERNEMENTALE véritable qui ne saurait être une apparence illusoire : depuis huit ans, les actes sont à l'opposé des déclarations initiales et vingt et un Ministres ont été changés. Nous voulons une stabilité de pensée et d'action politiques pour atteindre, durant CINQ ANNEES CONTINUES les objectifs clairement définis ci-dessus. Elle exige l'engagement formel, pour la législature, de tous les démocrates sans autre exclusive que ceux qui ne sauraient renoncer au pouvoir personnel ou se débarrasser d'allégeances marxistes affectant des perspectives politiques ou les libertés fondamentales.

La Constitution est au-dessus de tous les Français. Sa violation par quinconque placerait les citoyens devant d'exceptionnelles responsabilités qu'aucun de nous n'éluderait.

Votre vote va engager la France pour cinq ans, période durant laquelle de grandes mutations s'opèreront chez nous, en Europe et dans le Monde libre. Ne laissez pas le pays sous une férule technocratique. Participez au renouveau de la démocratie française et européenne en votant pour

ROGER GROMAND

Candidat du Centre Démocrate

et

RAYMOND GOURMELEN

SUPPLÉANT

Comité de patronage

M. Alain POHER, Sénateur de Seine-et-Oise, ancien Ministre, président du Parlement européen, M. BONNEFOUS, Sénateur de Seine-et-Oise, ancien Ministre, M. PUAUX Ambassadeur de France, ancien Sénateur, M. BERTRAND MOTTE, Vice-président national du Centre Démocrate, M. HURE, commandeur de la Légion d'honneur, M. MICHELIN, commandeur de la Légion d'honneur, Colonel BATTESTI, Président de l'Association Nationale des Français d'Afrique du Nord et d'Outre-Mer, Docteur MOUTHON, Membre du Conseil Supérieur de la Sécurité Sociale, M. Laurent DUFRE LA TOUR, M. LAMARCHE, Mme MARIE, M. le Docteur MARIE, Mme Jean de la RONCIERE, M. Jean de la RONCIERE, M. SCHMIDT, Mme LAURENCEAU, M. LAURENCEAU, M. RAVOUS, M. VION, M. HOULIER, M. PELTIER, Mme BATES, M. RICHARD, M. MICHEL, Mme BAUDOIN, M. DESPINOY, M. SICARD, M. WILLEMETZ.

I.R.M. GOB. 26-56